

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE 1908.

Projet de loi approuvant le traité de commerce et de navigation conclu
le 16/29 août 1908 entre la Belgique et la Bulgarie.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Un *modus vivendi*, basé sur le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, régit actuellement les relations commerciales entre la Belgique et la Bulgarie.

Comme on le sait, la Bulgarie a mis en vigueur, au commencement de l'année 1906, un tarif douanier comportant des relèvements de droits qui eussent été de nature à faire craindre un ralentissement du mouvement des importations, si le Gouvernement bulgare ne s'était montré disposé à y apporter certaines atténuations par la conclusion de traités de commerce.

Des ouvertures furent faites dans ce sens aux divers pays avec lesquels la Bulgarie entretient des relations d'affaires.

Les négociations qui s'engagèrent, à la suite de ces ouvertures, entre le Représentant de la Belgique à Sophia et les Délégués du Gouvernement bulgare, ont abouti à la signature du traité de commerce et de navigation que j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre à votre approbation.

Cet acte diplomatique porte la date du 29 août 1908. Il comprend d'abord un ensemble de dispositions relatives à l'exercice du commerce, à la navigation, etc., dispositions qui ne s'écartent guère de celles consacrées par nos principaux traités de commerce. Je crois inutile, dans ces conditions, d'en faire l'analyse; leur portée pratique se dégage, d'ailleurs, d'elle-même.

Je signalerai toutefois les stipulations de l'article 18, qui établit, en attendant la conclusion d'une convention complète sur la matière, le principe de

la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce belges et bulgares.

Je mentionnerai également la déclaration *A* annexée au traité. Cette déclaration consacre, de notre part, l'abandon de certains privilèges se rattachant au régime des capitulations et ayant trait à l'intervention consulaire pour la remise aux sujets belges des citations à comparaître devant les tribunaux bulgares ainsi que dans la procédure en matière de faillite. Il est à remarquer que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie ont renoncé également à ces privilèges.

Le traité qui a été conclu avait surtout pour objet d'assurer à nos marchandises, à l'importation en Bulgarie, les réductions de droits propres à leur faciliter l'accès du marché bulgare.

A ce point de vue, la clause du traitement de la nation la plus favorisée, inscrite dans le traité, assure à nos exportateurs le bénéfice des dégrèvements accordés déjà à d'autres pays pour de nombreux articles intéressant également la Belgique, ainsi que ceux qui seront accordés à l'avenir. Parmi les traités de commerce conclus par la Bulgarie au cours de ces dernières années, il faut surtout mentionner ceux qui ont été signés avec l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie ; d'autres, dont nous sommes appelés à profiter également, sont en cours de négociation.

Outre les avantages résultant de la clause précitée, la Belgique a obtenu, moyennant la consolidation en faveur de la Bulgarie du régime actuellement établi par le tarif belge pour certains articles, des dégrèvements directs pour une série de produits, parmi lesquels je citerai, en suivant l'ordre du tarif bulgare : les bougies, le savon mou, divers produits chimiques, les verres à vitres, les outils et toiles, le fer et l'acier en barres, plaques, etc., les feuilles de fer laminées, les objets en fonte, les clous, boulons et goupilles, les armes, les métiers à peigner, à carder, etc. En ce qui concerne les armes, par exemple, le droit de 250 francs inscrit dans le tarif général bulgare a été réduit à 150 francs pour les fusils et carabines et à 175 francs pour les revolvers.

A propos du régime douanier à appliquer à nos exportations, le Gouvernement belge a eu à se préoccuper de la question de la déduction des tares pour la fixation des droits établis sur le poids net de la marchandise. Les dispositions de la Déclaration *B* relative à cet objet sont de nature à donner satisfaction aux desiderata qui avaient été exprimés dans cet ordre d'idées. En vertu de ces dispositions, nos exportateurs pourront, lorsqu'ils y auront avantage, déclarer le poids net *réel*, au lieu du poids net résultant de la déduction de la tare *légal*, pour les articles frappés d'un droit de plus de 10 francs et mentionnés dans le tarif *A*. De plus, lorsqu'il s'agira de produits pour lesquels des traités auront reconnu aux ressortissants d'autres pays la même faculté, celle-ci sera également acquise à nos exportateurs.

J'ai la conviction, Messieurs, que le traité du 29 août 1908 est appelé à exercer une heureuse influence sur le développement des relations commerciales de la Belgique avec la Bulgarie. Aussi est-ce avec la confiance qu'il

rencontrera auprès de vous un accueil favorable que je sou mets à vos délibérations le projet de loi portant approbation de cet acte diplomatique.

En vue d'assurer le plus tôt possible à nos ressortissants le bénéfice des nouvelles dispositions conventionnelles, notamment en ce qui concerne les droits de douane, vous croirez sans doute opportun de procéder d'urgence à l'examen dudit projet de loi.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étran-
gères est chargé de présenter, en Notre
nom, aux Chambres législatives le pro-
jet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Traité de commerce et de naviga-
tion conclu le 16/29 août 1908 entre la
Belgique et la Bulgarie sortira son plein
et entier effet.

Donné à Laeken, le 18 décembre
1908.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de
Wetgevende Kamers het ontwerp van
wet voor te leggen, waarvan de inhoud
volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het op 16/29 Augustus 1908 tus-
schen België en Bulgarije gesloten han-
dels- en scheepvaartverdrag zal zijne
volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 18 Decem-
ber 1908.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

TRAITÉ

Sa Majesté le Roi des Belges et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie, désirant d'un commun accord conclure un traité de commerce et de navigation, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges, Monsieur FR. VAN DER HEYDE, Chevalier de l'Ordre de Léopold, etc., Agent diplomatique et Consul général de Belgique en Bulgarie;

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie, Monsieur le Général STÉPHANE PAPRIKOFF, Grand Officier de l'Ordre de Saint-Alexandre en diamants, Grand' Croix de l'Ordre du Mérite militaire, etc., Ministre des Affaires Étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la Belgique et la Bulgarie.

Les sujets de chacune des deux Parties contractantes ne seront pas soumis, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront en matière de commerce et d'industrie les nationaux de l'une des Parties contractantes seront communs à ceux de l'autre.

ARTICLE 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exemptés sur le territoire de l'autre de tout service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique.

Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les deux pays.

ARTICLE 3.

Les sujets de chacune des Parties contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des possessions de l'autre Partie, exercer toute espèce d'industrie, faire le commerce tant en gros qu'en détail de tous produits, objets fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs agents, seuls ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux; ils pourront y acquérir, louer et occuper des maisons et des boutiques, acquérir, louer et posséder des terres, le tout en se conformant, comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux lois et règlements des pays respectifs.

Les dispositions du présent article relatives au libre exercice des professions ne s'appliquent pas aux cabaretiers de village, aux pharmaciens, aux courtiers, aux colporteurs et marchands ambulants.

ARTICLE 4.

Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées ou autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous les droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue des territoires de l'autre État, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet État. Ces compagnies et associations établies dans le territoire de l'une des Parties contractantes pourront exercer dans le territoire de l'autre Partie les droits qui seront reconnus aux sociétés analogues de tous les autres pays.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux compagnies et associations constituées ou autorisées antérieurement à la signature du présent Traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

ARTICLE 5.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tout privilège ou

abaissement dans les tarifs de droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité qu'une d'elles a accordés ou pourrait accorder à une tierce Puissance.

Les Parties contractantes s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre, sauf pour des motifs sanitaires ou pour empêcher soit la propagation d'épizooties, soit la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre, aucun droit ou prohibition d'importation, d'exportation ou de transit qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne la consommation, l'entreposage, la réexportation, le transit, le transbordement de marchandises, le transport sur les voies ferrées, l'accomplissement de formalités de douane et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce ou de l'industrie.

ARTICLE 6.

Les marchandises d'origine ou de manufacture belge énumérées dans le tarif *A* annexé au présent Traité, à leur importation en Bulgarie, et les marchandises d'origine ou de manufacture bulgare énumérées dans le tarif *B* annexé au présent Traité, à leur entrée en Belgique, n'acquitteront pas des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés par lesdits tarifs.

ARTICLE 7.

Les marchandises de toute nature originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre ne pourront être assujetties à des droits d'accise, d'octroi, de consommation, de fabrication ou à des taxes intérieures quelconques, perçus pour le compte de l'État ou des communes, autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale ou originaires du pays le plus favorisé.

ARTICLE 8.

Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux États seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer et les armes et munitions de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

ARTICLE 9.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation, délivrée par les autorités de leur pays,

qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie dans l'État où ils ont leur domicile, pourront, soit personnellement, soit par des commis voyageurs à leur service, faire des achats et, même en portant des échantillons avec eux, rechercher des commandes dans le territoire de l'autre Partie contractante. Ils ne seront pas astreints à acquitter une taxe spéciale plus élevée que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les voyageurs de commerce qui seront munis d'une carte de légitimation pourront avoir avec eux des échantillons mais point de marchandises.

Les cartes de légitimation seront délivrées conformément au modèle de l'annexe C.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles de droits de douane qui seront importés comme échantillons seront de part et d'autre admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés dans un délai fixé à l'avance et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

ARTICLE 10.

Les navires bulgares et leur cargaison en Belgique, et réciproquement les navires belges et leur cargaison en Bulgarie, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison et perçu au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux États dans les ports de l'autre, à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

ARTICLE 11.

La nationalité des bâtiments sera admise de part et d'autre d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays au moyen des titres et patentes délivrés aux capitaines ou patrons par les autorités compétentes.

ARTICLE 12.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des deux États aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments belges et les bâtiments bulgares soient traités sur le pied d'une parfaite égalité et jouissent réciproquement des avantages accordés à la nation la plus favorisée.

ARTICLE 13.

Les navires bulgares entrant dans un port de la Belgique, et réciproquement les navires belges entrant dans un port de la Bulgarie, qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane.

ARTICLE 14.

Les dispositions du présent Traité ne sont pas applicables à la navigation de côte ou de cabotage, laquelle demeure exclusivement réservée dans chacun des pays au pavillon national.

Toutefois les navires belges et bulgares pourront passer d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement.

ARTICLE 15.

Les navires belges et les marchandises se trouvant à bord de ces navires seront assimilés dans les ports bulgares de la mer Noire et du Danube, sous le rapport des droits à y acquitter comme sous tous les autres, aux marchandises et navires de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 16.

Seront complètement affranchis de droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux États :

1. Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2. Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même Etat, dans les conditions déterminées par le second paragraphe de l'article 14, justifieront avoir acquitté déjà ces droits;

3. Les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opération de commerce, le débarquement et le chargement des marchandises pour la réparation du navire; l'opération de les transborder, pour cause d'innavigabilité du bâtiment, sur un autre navire; les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Il est entendu que les stipulations de cet article ne regardent pas les droits sanitaires, dont la perception sera réglée d'après les législations respectives.

ARTICLE 17.

Tout navire de l'un des deux États qui sera forcé par le mauvais temps, ou par un accident de mer, de se réfugier dans un port de l'autre État, aura la liberté de se radoubler, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans avoir à payer d'autres droits que ceux qui seraient acquittés en pareille circonstance par un bâtiment sous pavillon national.

En cas de naufrage ou d'échouement, le navire ou ses débris, les papiers de bord et tous les biens et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de la vente si elle a eu lieu, seront remis aux propriétaires ou à leurs agents, sur leur réclamation.

L'intervention des autorités locales dans le sauvetage ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteraient les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Les Parties contractantes conviennent en outre que les marchandises et effets sauvés ne seront assujettis au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

ARTICLE 18.

Les sujets de l'un des Etats contractants jouiront dans l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique et de commerce, sous la condition de remplir les formalités prescrites à cet égard par la législation respective des deux pays.

ARTICLE 19.

Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

ARTICLE 20.

Ne seront pas considérées comme contraires aux dispositions du présent Traité :

1. Les concessions stipulées avec d'autres États limitrophes pour faciliter le trafic local dans la zone frontière, c'est-à-dire dans un rayon qui ne peut dépasser 15 kilomètres depuis la frontière ;

2. Les concessions que l'une des Parties contractantes accorde ou accorderait à un autre État en vertu d'une union douanière conclue ou qui serait conclue ultérieurement ;

3. La perception de droits supplémentaires en compensation de primes d'exportation et de production.

ARTICLE 21.

Il est fait exception aux stipulations du présent Traité, en ce qui regarde les monopoles d'Etat en Bulgarie sur la poudre, le tabac, l'alcool, le sel, le pétrole, les allumettes, le papier à cigarettes et les cartes à jouer.

ARTICLE 22.

Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Traité, y compris les tarifs, le litige, si l'une des Parties contractantes en fait la demande, sera soumis à la décision d'un tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de la manière suivante : chacune des deux Parties nommera en qualité d'arbitre un de ses propres ressortissants, et les deux Parties s'entendront sur le choix d'un troisième arbitre ressortissant d'une tierce Puissance amie.

Les Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période de temps déterminée la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de tiers arbitre.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

ARTICLE 23.

Le présent Traité entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications qui aura lieu le plus tôt possible. Il restera exécutoire jusqu'au 28 février (n. s.) 1911.

Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant ladite période, son intention de faire cesser les effets du Traité, cet acte demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original à Sofia le 16/29 août 1908.

(L. S.) F. VAN DER HEYDE.

(L. S.) S. PAPRIKOFF.

ANNEXE A.

TARIF A.

Droits à l'entrée en Bulgarie.

Numéro du tarif général bulgare.	Désignation des marchandises.	Unité.	Droits. (Francs)
129	Graisses de poisson et autres graisses employées dans l'industrie. <i>A l'article 129. — Rentre dans cet article le dégras employé dans le chamoisage des peaux.</i>	100 kil.	4 »
Ex 153	b. Bougies de stéarine et de parafine	Id.	18 »
Ex 154	b. Savon mou (savon de potasse).	Id.	7.50
Ex 176	a. Céruse	Id.	10 »
	Outremer et bleu ordinaire en barils, en caisses ou en paquets au-dessus d'un demi kilo	Id.	8 »
	b. Outremer et bleu ordinaire en paquets d'un demi kilo et au-dessous	Id.	20 »
Ex 189	a. Hydrate de soude (soude caustique)	Id.	5 »
Ex 190	a/2. Carbonate de potasse	Id.	5 »
	a/3. Carbonate de soude	Id.	1.50
225	Cadres, baguettes et moulures en bois :		
	a. Bruts ou enduits de plâtre ou de ciment	Id.	50 »
	b. Laqués, dorés ou lisses	Id.	80 »
	c. Sculptés ou autrement ornementés	Id.	80 »
Ex 264	Verre à vitres de toutes espèces :		
	1. D'une surface totale de 5.600 centimètres carrés au maximum et d'une épaisseur ne dépassant pas 2 millimètres	Id.	7.50
	2. D'une surface totale de plus de 5.600 à 10.000 centimètres carrés inclusivement et d'une épaisseur ne dépassant pas 3 millimètres	Id.	9 »
	<i>Remarque. — Les verres qui, par leurs dimensions, répondent aux conditions prévues dans le premier alinéa mais ont une épaisseur de 2 à 3 millimètres, sont taxés d'après l'alinéa 2</i>		
Ex 350	Fils de laine purs ou mélangés avec des textiles végétaux, simples ou à plusieurs bouts, jusqu'au n° 40 :		
	b. Teints	Id.	110 »
351	Fils de laine purs ou mélangés avec des textiles végétaux, simples ou à plusieurs bouts, du n° 40 et au-dessus, teints ou non	Id.	60 »
389	Coutils de toute sorte :		
	a. Écrus	Id.	50 »
	b. Blanchis ou teints	Id.	70 »
390	Toiles de lin ou de chanvre, à l'exception de celles dénommées dans les articles 389 et 391 :		
	a. Écrues	Id.	60 »
	b. Blanchies, teintes ou fabriquées avec des fils teints	Id.	90 »

Numéro du tarif général bulgare.	Désignation des marchandises.	Unité.	Droits. (Francs.)
Ex 404	Bâches faites de toiles fortes de lin, de chanvre ou de jute, rendues imperméables avec graisses, huiles, goudron, savon métallique ou avec des produits chimiques; cousues et munies de cordes ou de boucles, d'anneaux, de crochets en bois ou en métal	100 kil.	20 »
445	Zinc en feuilles, en plaques ou sous toute autre forme.	Id.	7.50
447	Fer et acier en barres, en plaques, en feuilles non façonnées	Id.	2 »
450	Feuilles de fer laminées d'une épaisseur de 5 millimètres.	Id.	5.50
<i>A l'article 450. — Le fer laminé d'une épaisseur au-dessus de 5 millimètres acquitte les droits de douane comme les feuilles à l'article 447.</i>			
Ex 455	Objets en fonte, simplement coulés, limés, goudronnés ou peints au minium :		
	b. Tuyaux, conduits et colonnes creuses	Id.	4 »
	c. Poêles communs, chaudières et fourneaux de cuisine	Id.	8 »
	e. Tous les autres articles non dénommés	Id.	9 »
460	Clous en fer ou en acier :		
	a. Clous noirs	Id.	6 »
	Clous à ferrer les animaux	Id.	8 »
	b. Clous en fer étiré de toute grandeur.	Id.	5 »
Ex 462	Boulons et goupilles à river (rivets)	Id.	6 »
484	Armes à feu et autres ainsi que leurs pièces et accessoires, à l'exception des armes de guerre :		
	1. Fusils et carabines de chasse, tir et jardin.	Id.	150 »
	2. Revolvers	Id.	175 »
<i>Remarque. — Sont taxés d'après cet article tous les tour-nevis et accessoires indispensables pour démonter, remonter et nettoyer les armes.</i>			
489	Machines à peigner, à carder, etc., la laine, le coton, etc.	Id.	10 »

ANNEXE B.

TARIF B.

Droits à l'entrée en Belgique.

Numéro d'ordre.	Marchandises.	Droits d'entrée.	
		Base.	Quotité. (Francs.)
Ex 2	Volaille vivante de toute espèce	Libre.	
Ex 17	Œufs, jaune et blanc d'œuf, fèves, lentilles, pois, haricots, fèves-roles et vesces.	Libres.	
Ex 26	Farine de blé et semoules	100 kil.	2 »
Ex 48	Peaux brutes de toute sorte	Libres.	
Ex 65	Millet	Libre.	
	Semences, non compris les graines oléagineuses	Libres.	
Ex 67	Volaille abattue	100 kil.	30 »

ANNEXE C.

(MODÈLE.)

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce

Pour l'année. (Armoiries) N° de la carte

Valable pour la Belgique et la Bulgarie.

PORTEUR

(prénom et nom de famille).

Fait à le (jour, mois, année)

(Sceau.)

(Autorité compétente.)

Signature.

Il est certifié que le porteur de la présente carte
 { possède un (désignation de la fabrique ou du commerce)
 à sous la raison
 { est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison
 à qui y possède un (désignation de la fabrique ou
 du commerce)

Le porteur de la présente carte, désirant rechercher des commandes et
 faire des achats pour le compte de sa maison ainsi que de la maison suivante
 (désignation de la fabrique ou du commerce), à
 il est certifié en outre que ladite maison est tenue d'acquitter dans ce
 pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de leur son commerce (industrie).

Signalement du porteur :

Age.

Taille

Cheveux

Signes particuliers

Signature :

.

AVIS.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de la maison susmentionnée. Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises.

Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque État.

Nota. — Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes suivant les circonstances du cas particulier.

PROTOCOLE FINAL

AD ARTICLE 22 DU TRAITE :

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans le territoire de la Partie défenderesse, au second cas dans le territoire de l'autre Partie contractante, et ainsi de suite alternativement dans l'un et l'autre territoire. La Partie sur le territoire de laquelle siégera le tribunal désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaire pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties contractantes s'entendront, soit dans chaque cas d'arbitrage, soit une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit si aucune des Parties contractantes ne soulève d'objection ; dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission des citations à comparaitre devant le tribunal arbitral et pour les commissions rogatoires émanées de ce dernier, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au Gouvernement compétent, leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent lorsqu'il s'agit des réquisitions de tribunaux civils du pays.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas.

A défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 29 juillet 1899, sera appliqué.

Fait en double, à Sofia, le 16/29 août 1908.

(L. S.) F. VAN DER HEYDE.

(L. S.) S. PAPRIKOFF.

DÉCLARATION A.

Au moment de procéder à la signature du Traité conclu à la date de ce jour, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

1. En cas de procès civils ou commerciaux entre sujets belges d'une part et sujets bulgares d'autre part, les citations à comparaître et, en général, tous les documents et pièces judiciaires seront expédiés et signifiés aux sujets belges résidant en Bulgarie d'après l'ordre établi par les lois bulgares, sans que l'autorité consulaire belge ait à intervenir.

Les institutions judiciaires de la Principauté ne seront plus tenues d'inviter les délégués des autorités consulaires belges à assister aux audiences fixées pour l'examen et le jugement des procès surgissant du fait des relations entre sujets belges et sujets bulgares.

Il est cependant entendu que les autorités consulaires belges pourront y envoyer leurs délégués toutes les fois qu'elles le jugeraient nécessaire.

2. En matière de faillite commerciale, l'insolvabilité des sujets belges résidant en Bulgarie sera prononcée par les tribunaux bulgares et la liquidation pleine et entière de la faillite sera faite par ces tribunaux sans que l'autorité consulaire belge ait à intervenir.

Les règles ci-dessus formulées seront mises en vigueur en même temps que le Traité de commerce conclu entre la Belgique et la Bulgarie et signé ce jour, sous la réserve toutefois que leur application ne mette pas les sujets belges résidant en Bulgarie dans des conditions moins favorables que les ressortissants des autres États.

Fait en double, à Sofia, le 16/29 août 1908.

(L. S.) F. VAN DER HEYDE.

(L. S.) S. PAPRIKOFF.

DÉCLARATION B.

Au moment de procéder à la signature du Traité conclu en date de ce jour, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

Les marchandises d'origine belge mentionnées au tarif A annexé au présent Traité, frappées à leur entrée en Bulgarie d'un droit de douane au-dessus de 10 francs les 100 kilogrammes, seront taxées, au choix de l'importateur, à leur poids net légal ou à leur poids net réel (poids effectif).

Le poids net légal des marchandises est déterminé en déduisant du poids brut des colis la tare légale, c'est-à-dire la tare qui sera déterminée par oucaze princier, selon le mode d'emballage ou l'espèce des marchandises.

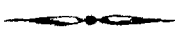
Le poids net réel ou poids effectif est déterminé sur le poids de la marchandise dépouillée de tous ses emballages extérieurs et intérieurs (y compris les objets servant dans l'intérieur des colis au pliage, à la séparation ou à l'arrangement des marchandises).

Il est d'ailleurs convenu que toute faveur accordée ou qui serait accordée aux provenances d'un autre État, tant sous le rapport de la déduction des tares que pour ce qui concerne le régime douanier afférent aux emballages des marchandises, sera également acquise aux provenances belges de même nature.

Fait en double, à Sofia, le 16/29 août 1908.

(L. S.) F. VAN DER HEYDE.

(L. S.) S. PAPRIKOFF.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 DECEMBER 1908.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het handels- en scheepvaartverdrag, op 16/29 Augustus 1908 tusschen België en Bulgarije gesloten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Een *modus vivendi*, gegrond op de wederkeerige behandeling der meest begunstigde natie, regelt thans de handelsbetrekkingen tusschen België en Bulgarije.

Zooals men weet, heeft Bulgarije in het begin van het jaar 1906 een toltarief in werking gesteld, waarbij verhoogingen van rechten werden ingevoerd die van aard zouden geweest zijn om voor eene verzwakking van den invoer te doen vreezen, als de Bulgaarsche Regeering zich niet bereid had getoond om er sommige verzachtingen aan toe te brengen, door het treffen van handelsverdragen.

Stappen werden in dien zin aangewend bij de verschillende landen, waarmee Bulgarije handelsbetrekkingen onderhoudt.

De onderhandelingen welke dientengevolge werden aangeknoopt, tusschen den Vertegenwoordiger van België te Sofia en de Gemachtigden der Bulgaarsche Regeering, leidden tot de onderteekening van het handels- en scheepvaartverdrag welk ik de eer heb, Mijne Heeren, U ter goedkeuring voor te leggen.

Die diplomatieke akte is gedagteekend van 29 Augustus 1908. Zij bevat vooreerst eene reeks schikkingen betreffende het drijven van handel, de scheepvaart enz., die eigenlijk niet afwijken van de schikkingen, door onze bijzonderste handelsverdragen gehuldigd. Ik denk het, derhalve, onnoodig ze hier te ontleden; de practische waarde er van toont zich, trouwens, vanzelf aan.

Toch zal ik de aandacht vestigen op de bepalingen van artikel 18, waarbij, in afwachting dat te dier zake eene volledige overeenkomst wordt gesloten, het beginsel van de wederzijdsche bescherming der Belgische en Bulgaarsche fabrieks- en handelsmerken wordt ingevoerd.

Ik moge ook de bij het verdrag gevoegde Verklaring A vermelden. Bij die Verklaring doen wij afstand van sommige voorrechten voortvloeiende uit het stelsel der capitulatiën en betrekking hebbende op de consulaire bemiddeling voor de terhandstelling, aan de Belgische onderdanen, van de dagvaardingen om vóór de Bulgaarsche rechtbanken te verschijnen, zoomede in de rechtspleging in zake faillissement. Er valt op te merken dat Duitschland, Frankrijk, Groot-Britannië, Italië, Oostenrijk-Hongarije en Rusland insgelijks van die voorrechten hebben afgezien.

Het verdrag dat werd gesloten, beoogde vooral de bewilliging, ten voordeele onzer koopwaren, bij den invoer in Bulgarije, in verminderingen van rechten, waarbij de toegang tot de Bulgaarsche markten mocht vergemakkelijkt worden.

Onder dat oogpunt verzekert de bepaling van de behandeling der meest begunstigde natie, in het verdrag opgenomen, aan onze uitvoerders het voordeel der verminderingen, alreeds aan andere landen toegestaan, voor talrijke artikelen die eveneens België aanbelangen, alsmede degene die in het vervolg zullen toegestaan worden. Onder de handelsverdragen, in den loop dezer laatste jaren door Bulgarije gesloten, dienen vooral vermeld de verdragen onderteekend met Duitschland, Frankrijk, Groot-Britannië en Italië; omtrent andere, die ons insgelijks ten goede zullen komen, wordt thans onderhandeld.

Benevens de voordeelen spruitende uit voormelde bepaling, heeft België, mits bevestiging, ten gunste van Bulgarije, van de thans bij het Belgisch tarief gestelde behandeling voor sommige artikelen, rechtstreeksche verminderingen verkregen voor eene reeks voortbrengselen, waaronder ik noemen zal, daarbij de orde van het Bulgaarsch tarief volgende : bougiën, zachte zeep, verschillende chemische producten, vensterglazen, tijk en linnen, ijzer en staal in staven, platen enz., geplette bladen ijzer, voorwerpen van gietijzer, spijkers, bouten en klinknagels, wapens, kammachines, kaardmachines enz. Wat, bij voorbeeld, de wapens betreft, het recht van 250 fr., gesteld in het Bulgaarsch algemeen tarief, werd verminderd tot 150 frank voor geweren en karabijnen en tot 175 frank voor revolvers.

Ten aanzien van de op onze uitvoerartikelen toe te passen tolbehandeling, heeft de Belgische Regeering zich moeten bezighouden met de quæstie van de aftrekking van het tarra voor de regeling der rechten gesteld naar het zuiver gewicht der waar. De bepalingen der daaromtrent onderteekende Verklaring B zijn van aard om voldoening te geven aan de wenschen die waren uitgedrukt. Krachtens die bepalingen, zullen onze uitvoerders, als zulks hun voordeelig zal zijn, het *werkelijk* zuiver gewicht mogen verklaren, in plaats van het zuiver gewicht bekomen na aftrekking van het *wettelijk* tarra, voor de artikelen uit tarief A' waarop een recht van meer

dan 10 frank wordt toegepast. Daarenboven, wanneer het voortbrengselen zal gelden waarvoor verdragen dezelfde begunstiging zullen erkend hebben aan de onderhoorigen van andere landen, zal die begunstiging desgelijks aan onze uitvoerders ten goede komen.

Ik heb de overtuiging, Mijne Heeren, dat het verdrag van 29 Augustus 1908 een gelukkigen invloed zal hebben op de ontwikkeling der handelsbetrekkingen tusschen België en Bulgarije. Ook is het met het vertrouwen, dat het bij U een gunstig onthaal zal genieten, dat ik U ter behandeling het ontwerp van wet voorleg, waarbij de bedoelde diplomatieke akte wordt goedgekeurd.

Opdat onze onderhoorigen zoohaast mogelijk de voordeelen der nieuwe verdragsbepalingen kunnen genieten, inzonderheid wat de tolrechten betreft, zal het U wellicht wenschelijk toeschijnen, spoedig tot het onderzoek van gezegd wetsontwerp over te gaan.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étran-
gères est chargé de présenter, en Notre
nom, aux Chambres législatives le pro-
jet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Traité de commerce et de naviga-
tion conclu le 16/29 août 1908 entre la
Belgique et la Bulgarie sortira son plein
et entier effet.

Donné à Laeken, le 18 décembre
1908.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de
Wetgevende Kamers het ontwerp van
wet voor te leggen, waarvan de inhoud
volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het op 16/29 Augustus 1908 tus-
schen België en Bulgarije gesloten han-
dels- en scheepvaartverdrag zal zijne
volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 18 Decem-
ber 1908.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

VERDRAG

Zijne Majesteit de Koning der Belgen en Zijne Koninklijke Hoogheid de Vorst van Bulgarije, wenschende in gemeen overleg een handels- en scheepvaartverdrag te sluiten, hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, den heer FR. VAN DER HEYDE, Ridder in de Leopoldsorde enz., Diplomatiek Agent en Consul-Generaal van België in Bulgarije ;

Zijne Koninklijke Hoogheid de Vorst van Bulgarije, den heer Generaal STEPHANUS PAPRIKOFF, Grootofficier in de Orde van Sint-Alexander met diamanten, Grootkruis in de Orde van militaire Verdienste enz., Minister van Buitenlandsche Zaken ;

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉEN.

Er zal volle en algeheele vrijheid zijn voor den handel en de scheepvaart tusschen België en Bulgarije.

De onderdanen van elke der beide verdragsluitende Partijen zullen, wegens hunnen handel of hunne nijverheid, in alle havens, steden of plaatsen hoe ook genaamd van de wederzijdsche Staten, om het even of zij er zich vestigen dan wel er tijdelijk verblijven, niet onderworpen worden aan andere of hoogere taxes, lasten of patenten, onder welke benaming ook, dan die welke zullen worden opgelegd aan de inlanders of aan de onderhoorigen der meest begunstigde natie.

De voorrechten, vrijdommen en andere begunstigingen, hoe ook genaamd, welke de inlanders van eene der verdragsluitende Partijen in zake handel en nijverheid genieten of zullen genieten, zullen aan die der andere Partij ten goede komen.

ARTIKEL 2.

De onderhoorigen van elke der verdragsluitende Partijen zullen, op het grondgebied der andere, vrij zijn van allen krijgsdienst, zoowel in de land- en zeemacht als in de militie en de burgerwacht.

In vredes- en in oorlogstijd zullen zij aan geene andere verstrekkingen en militaire vorderingen onderworpen zijn dan die, aan de inlanders opgelegd, en zullen zij wederzijds aanspraak hebben op de schadeloosstellingen, welke door de in de beide landen geldende wetten ten gunste van de inlanders zijn vastgesteld.

ARTIKEL 3.

De onderdanen van elke der verdragsluitende Partijen zullen, om het even op welke plaats van de bezittingen der andere Partij, elke nijverheid mogen uitoefenen, handel mogen drijven, zoo in het groot als in het klein, met alle voortbrengselen, fabrieks- of manufactuurwaren, met alle artikelen waarvan de verhandeling geoorloofd is, hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling hunner agenten, alleen of door toetreding tot handelsvennootschappen met vreemdelingen of met inlanders; zij zullen er huizen en winkels mogen verkrijgen, huren en bezitten, gronden mogen verkrijgen, huren en bezitten, dit alles mits zich, evenals de inlanders zelve en de onderhoorigen der meest begunstigde natie, te gedragen naar de wetten en reglementen der wederzijdsche landen.

Het bepaalde bij dit artikel omtrent de vrije uitoefening der bedrijven, is niet toepasselijk op de dorpsherbergiers, de apothekers, de makelaars, de rondventers en reizende kooplieden.

ARTIKEL 4.

De Hooge verdragsluitende Partijen verklaren, wederkeerig aan al de maatschappijen en andere handels-, nijverheids- en financievennootschappen, volgens de bijzondere wetten van een van de beide landen gesticht of toegelaten, de bevoegdheid te erkennen om al de rechten uit te oefenen en om vóór de rechtbanken in rechte te gaan, hetzij als eischer, hetzij als verweerder, en wel binnen gansch de uitgestrektheid van den anderen Staat, zonder andere voorwaarde dan dat zij zich naar de wetten van bedoelden Staat gedragen. Die maatschappijen en vennootschappen, binnen het grondgebied van eene der verdragsluitende Partijen gevestigd, zullen binnen het grondgebied der andere Partij die rechten mogen uitoefenen, welke aan gelijkaardige maatschappijen van al de andere landen zullen erkend zijn.

Het is verstaan, dat de voorgaande bepalingen evenzeer toepasselijk zijn op de vóór de onderteekening van dit Verdrag gestichte of toegelaten maatschappijen en vennootschappen, als op die welke het later mochten worden.

ARTIKEL 5.

Elke der beide verdragsluitende Partijen verbindt zich de andere te doen nut trekken, onmiddellijk en zonder vergoeding, uit elke begunstiging, uit elk voordeel of uit elke verlaging in de tarieven van de invoer- of uitvoerrechten op de al dan niet in dit Verdrag vermelde artikelen, welke eene van haar aan eene derde Mogendheid heeft toegestaan of mocht toestaan.

De verdragsluitende Partijen verbinden zich bovendien, jegens elkander geenerlei recht of wel invoer-, uitvoer- of doorvoerverbodsbepaling te stellen die niet tegelijkertijd op de andere natiën toepasselijk zijn, tenware voor gezondheidsredenen of wel om de voortplanting van veeziekten of de vernieling van den oogst te beletten, of ook nog in het vooruitzicht van oorlogsvoorvallen.

De behandeling der meest begunstigde natie wordt wederkeerig aan elke der verdragsluitende Partijen gewaarborgd voor al wat betrekking heeft op het verbruik, de entreposeering, den wederuitvoer, den doorvoer, de overlading van koopwaren, het vervoer over de spoorwegen, de vervulling van tolformaliteiten en, over het algemeen, voor al wat het drijven van den handel of het uitoefenen van de nijverheid aangaat.

ARTIKEL 6.

Bij den invoer in Bulgarije van de koopwaren van Belgische afkomst of vervaardiging, in het aan dit Verdrag toegevoegde tarief *A* vermeld, en bij den invoer in België van de koopwaren van Bulgaarsche afkomst of vervaardiging, in het aan dit Verdrag toegevoegde tarief *B* vermeld, zullen geene andere of hoogere rechten worden gevergd dan die, welke in de bedoelde tarieven zijn bepaald.

ARTIKEL 7.

Alle om het even welke koopwaren, uit een van de beide landen herkomstig en in het andere ingevoerd, zullen niet mogen onderworpen worden aan andere of hoogere accijns-, octrooi-, verbruiks- of vervaardigingsrechten of welke binnentaxen ook, geïnd voor rekening van den Staat of van de gemeenten, dan die welke de soortgelijke koopwaren, voortgebracht in het land zelf of herkomstig uit het meest begunstigde land, bezwaren of later mochten bezwaren.

ARTIKEL 8.

Alle om het even welke koopwaren die een der beide Staten door moeten, zullen wederkeerig vrijgesteld zijn van elk doorvoerrecht, onder voorbehoud van de bijzondere regeling betreffende het buskruit en de krijgswapens en -munitie.

De behandeling der meest begunstigde natie wordt wederzijds aan elk der beide landen gewaarborgd, voor al wat op den doorvoer betrekking heeft.

ARTIKEL 9.

De kooplieden, de fabrikanten en andere industrieelen, die door het bezit eener door de overheid van hun land afgegeven erkenningskaart bewijzen, dat zij gemachtigd zijn om hunnen handel te drijven of hunne nijverheid uit te oefenen in den Staat waar zij metterwoon gevestigd zijn, zullen, hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van reizigers in hunnen dienst, binnen het grondgebied der andere verdragsluitende Partij waren mogen aankopen en, ook met stalen mede te dragen, bestellingen mogen trachten in te winnen. Zij zullen niet verplicht zijn eene hoogere bijzondere taxe te betalen dan de inlanders of de onderhoorigen der meest begunstigde natie.

De handelsreizigers die van eene erkenningskaart zullen voorzien zijn, zullen wel stalen maar geene koopwaren mogen mededragen.

De erkenningskaarten zullen worden afgegeven overeenkomstig het model van bijlage C.

De verdragsluitende Partijen zullen elkander mededeelen welke overheden belast zijn met de afgifte der erkenningskaarten en naar welke bepalingen de reizigers zich bij de uitoefening van hunnen handel moeten gedragen.

Voor tolplichtige voorwerpen welke als stalen zullen ingevoerd worden, zal wederzijds vrijstelling van invoer- en uitvoerrechten toegestaan worden, onder beding dat die voorwerpen binnen een vooraf te bepalen tijd weder uitgevoerd worden en dat de identiteit der ingevoerde en weder uitgevoerde voorwerpen buiten twijfel zij.

De wederuitvoer der stalen zal in de beide landen bij den invoer moeten gewaarborgd zijn, hetzij door belegging van het bedrag der tolrechten, hetzij door borgstelling.

ARTIKEL 10.

In België zullen de Bulgaarsche schepen en hunne lading en, wederkeerig, in Bulgarije zullen de Belgische schepen en hunne lading, bij hunne aankomst, hetzij rechtstreeks uit het land van oorsprong, hetzij uit een ander land, en welke ook de plaats van herkomst of van bestemming hunner lading zij, onder alle oogpunten dezelfde behandeling genieten als de inlandsche schepen en hunne lading.

Geenerlei recht, taxe of last, vallende, om het even onder welke benaming, op den romp van het schip, op zijne vlag of op zijne lading, en geheven namens of ten voordeele van de Regeering, van openbare ambtenaars, particulieren, vennootschappen of inrichtingen hoe ook genaamd, zal moeten betaald worden voor de vaartuigen van een der beide

Staten in de havens van den anderen Staat, bij hunne aankomst, tijdens hun verblijf en bij hunnen uitgang, als dat recht, die taxe of die last niet eveneens en in dezelfde voorwaarden op de inlandsche schepen is gesteld.

ARTIKEL 11.

De nationaliteit der vaartuigen zal wederzijds erkend worden volgens de bijzondere wetten en reglementen van ieder land, door middel der titels en patenten, aan de gezagvoerders of schippers afgeleverd door de bevoegde overheden.

ARTIKEL 12.

In al wat betreft de ligplaats der schepen, hunne lading en hunne lossing in de zeehavens, reeden, open havens, dokken, stroomen, rivieren of kanalen, en, over het algemeen, voor al de formaliteiten en bepalingen, hoe ook genaamd, waaraan de koopvaardischepen, hunne manschappen en hunne lading kunnen onderworpen worden, zal aan de inlandsche schepen van een der beide Staten geenerlei voorrecht noch geenerlei begunstiging worden verleend, die niet gelijkelijk verleend zouden zijn aan de schepen van den anderen Staat, beide Partijen verlangende dat, in dat opzicht, de Belgische vaartuigen en de Bulgaarsche vaartuigen behandeld worden op den voet eener volkomene gelijkheid en dat zij wederkeerig de aan de meest begunstigde natie toegestane voordeelen genieten.

ARTIKEL 13.

De Bulgaarsche schepen die eene haven van België binnenloopen en, wederkeerig, de Belgische schepen die eene haven van Bulgarije binnenloopen, en die er enkel een gedeelte hunner lading komen ontschepen, zullen, mits zich echter te gedragen naar de wetten en reglementen der wederzijdsche Staten, dat gedeelte hunner lading aan boord kunnen houden welk bestemd mocht zijn voor eene andere haven, hetzij van hetzelfde, hetzij van een ander land, en het weder kunnen uitvoeren, zonder voor dit laatste gedeelte hunner lading enig tolrecht te moeten betalen.

ARTIKEL 14.

De bepalingen van dit Verdrag zijn niet toepasselijk op de kustvaart, welke in elk van de beide landen uitsluitend aan de nationale vlag wordt voorbehouden.

De Belgische en de Bulgaarsche schepen zullen echter uit eene haven van een der beide Staten eene of meer havens van denzelfden Staat mogen binnenvaren, hetzij om er al of een gedeelte hunner uit den vreemde overgebrachte lading te ontschepen, hetzij om er hunne lading samen te stellen of aan te vullen.

ARTIKEL 15.

De Belgische schepen en de koopwaren welke die schepen aan boord hebben, zullen in de Bulgaarsche havens van de Zwarte Zee en van de Donau, ten aanzien van de in die havens te betalen rechten evenals onder alle andere oogpunten, met de koopwaren en de schepen der meest begunstigde natie worden gelijkgesteld.

ARTIKEL 16.

Zullen volkomen zijn vrijgesteld van tonnen- en verzendingsrechten in de havens van elken der beide Staten:

1. De schepen die uit om het even welke plaats geballast zijn aangekomen en die geballast weder vertrekken;

2. De schepen die, in de voorwaarden gesteld bij het tweede lid van artikel 14, uit eene haven van een der beide Staten eene of meer andere havens van denzelfden Staat binnenloopen en waarvoor wordt aangeleend dat die rechten alreeds zijn betaald;

3. De schepen die met eene lading eene haven hetzij vrijwillig, hetzij uit nood binnengeloopen zijn en die haar verlaten zonder eenigerlei handelsverrichting te hebben gedaan.

In geval van nood worden niet als handelsverrichting beschouwd: het lossen en het laden der koopwaren voor de herstelling van het schip; hunne overlading, omdat het vaartuig niet meer zeewaardig is, op een ander schip; de noodige uitgaven voor het levensonderhoud der manschappen en de verkoop der beschadigde koopwaren, wanneer het tolbestuur daartoe machtiging heeft gegeven.

Het is verstaan dat de bepalingen van dit artikel geen betrekking hebben op de rechten voor den gezondheidsdienst, waarvan de inning door de wederzijdsche wetgevingen zal worden geregeld.

ARTIKEL 17.

Elk schip van een der beide Staten dat door onweer of door een toeval op zee genoodzaakt zal zijn eene schuilplaats te zoeken in eene haven van den anderen Staat, zal er de noodige herstellingen mogen ondergaan, al de noodige voorwerpen mogen opladen en weder zee mogen kiezen, zonder dat andere rechten geëischt worden dan die, welke in dergelijke omstandigheid voor een vaartuig onder nationale vlag zouden worden betaald.

In geval van schipbreuk of van stranding, zal het schip of de wrakken, de scheepspapieren en al de geredde goederen en koopwaren, of wel de opbrengst van den verkoop zoo deze heeft plaats gehad, aan de eigenaars of aan dezer agenten op hunne aanvraag overhandigd worden.

De tusschenkomst der plaatselijke overheid in de redding zal geen aanleiding geven tot de inning van eenigerlei kosten, buiten die welke mochten noodig zijn voor de redding en voor de bewaring der geredde voorwerpen, alsmede die waartoe de inlandsche schepen in dergelijk geval zouden verplicht zijn.

De verdragsluitende Partijen komen bovendien overeen, dat voor de geredde koopwaren en zaken geenerlei tolrecht zal moeten betaald worden, mits men ze niet bestemme tot het verbruik in het land.

ARTIKEL 18.

De onderdanen van een der beide Verdragstaten zullen in den anderen Staat dezelfde bescherming genieten als de inlanders, voor al wat betrekking heeft op den eigendom der fabrieks- en handelsmerken, onder beding dat de formaliteiten, daaromtrent door de wederzijdsche wetgeving der beide landen voorgeschreven, worden in acht genomen.

ARTIKEL 19.

Op de bepalingen van dit Verdrag wordt uitzondering gemaakt ten aanzien van de voordeelen welke de voortbrengselen der inlandsche visscherij genieten of nader mochten genieten.

ARTIKEL 20.

Zullen niet aanschouwd worden als zijnde in strijd met de bepalingen van dit Verdrag :

1. De met andere Grensstaten overeengekomen vergunningen om het plaatselijk verkeer te vergemakkelijken in de grensstreek, wil zeggen binnen een omtrek die niet verder dan 15 kilometer van de grens af reiken mag ;

2. De vergunningen welke eene der verdragsluitende Partijen toestaat of mocht toestaan aan een anderen Staat, krachtens een tolverbond welk alreeds bestaat of later tot stand mocht komen ;

3. De inning van bijkomende rechten tot vergoeding van premiën van uitvoer en van voortbrenging.

ARTIKEL 21.

Op de bepalingen van dit Verdrag wordt uitzondering gemaakt ten aanzien van de Staatsmonopoliën, in Bulgarije, op het buskruit, de tabak, den alcohol, het zout, de petroleum, de lucifers, het sigarettenpapier en de speelkaarten.

ARTIKEL 22.

Waar betwistingen mochten ontstaan omtrent de uitlegging of de toepassing van dit Verdrag, met inbegrip van de tarieven, zou het geschil, indien een van de beide verdragsluitende Partijen zulks aanvraagt, aan de beslissing van een scheidsgerecht onderworpen worden.

Voor iedere betwisting zal het scheidsgerecht samengesteld zijn aldus : iedere der beide Partijen zal een harer eigene onderhoorigen tot scheidsrechter aanstellen en de beide Partijen zullen zich verstaan om onder de onderhoorigen eener derde bevriende Mogendheid een derden scheidsrechter te kiezen.

De verdragsluitende Partijen behouden zich voor, den persoon die in geval van geschil als derde scheidsrechter zou optreden, vooraf en voor een bepaalden tijd aan te wijzen.

De beslissing der scheidsrechters zal verbindende kracht hebben.

ARTIKEL 23.

Dit Verdrag zal in werking treden acht dagen na de uitwisseling der akten van bekrachtiging, die zoo spoedig doenlijk zal geschieden. Het blijft uitvoerbaar tot den 28 Februari (n. l.) 1911.

Mocht, twaalf maanden vóór verloop van gezegden termijn, geene van de beide verdragsluitende Partijen kennis hebben gegeven van haar voornemen, om de uitwerking van het Verdrag te doen ophouden, zoo zal deze akte verbindend blijven tot het vervallen van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of de andere der verdragsluitende Partijen haar zal hebben opgezegd.

Ten blijke waarvan de ondergeteekenden dit Verdrag hebben opgemaakt en er hun zegel hebben op afgedrukt.

Gedaan in dubbel origineel te Sofia den 16/29 Augustus 1908.

(L. S.) F. VAN DER HEYDE.

(L. S.) S. PAPRIKOFF.

BIJLAGE A.

TARIEF A.

Rechten bij invoer in Bulgarije.

Nummer van het Bulgaarsch algemeen tarief.	Benaming der waren.	Eenheid.	Rechten. (Frank.)
129	Vischvet en ander in de nijverheid gebruikt vet. <i>Bij artikel 129. — Ook zeemtraan valt onder toepassing van dit artikel.</i>	100 kil.	4 »
Uit 133	b. Bougiën van stearine en van paraffine	Id.	18 »
Uit 134	b. Zachte zeep (Kalizeep)	Id.	7.50
Uit 176	a. Loodwit	Id.	10 »
	Ultramarijn en gewoon blauw in vaten, in kisten of in pakken van meer dan een halven kilogram	Id.	8 »
	b. Ultramarijn en gewoon blauw in pakken van een halven kilogram en van minder	Id.	20 »
Uit 180	a. Soda-hydraat (bijtende soda)	Id.	3 »
Uit 190	a/2. Koolzure potasch	Id.	5 »
	a/3. Koolzure soda	Id.	1.50
223	Lijsten, latjes en allerhande lijstwerk van hout : a. Ruw of bestreken met pleister of cement	Id.	30 »
	b. Verlakt, verguld of glad	Id.	80 »
	c. Gebeiteld of anderszins versierd	Id.	80 »
Uit 264	Vensterglazen, allerhande : 1. Over het geheel ten hoogste 3.600 vierkante centimeter groot en niet meer dan 2 millimeter dik	Id.	7.50
	2. Over het geheel meer dan 3.600, tot en met 10.000 vierkante centimeter groot en niet meer dan 3 millimeter dik	Id.	9 »
	<i>Aanmerking. — Glazen die, door hunne afmetingen, beant- woorden aan de voorwaarden van het eerste lid, maar die 2 tot 3 millimeter dik zijn, vallen onder toepassing van lid 2.</i>		
Uit 330	Garen, louter van wol of gemengd met plantaardige weefstoffen, enkel of meerdraadsch, tot n° 40 : b. Geverfd	Id.	110 »
351	Garen, louter van wol of gemengd met plantaardige weefstoffen, enkel of meerdraadsch, van n° 40 en daarboven, al dan niet geverfd	Id.	80 »
380	Tijk, allerhande : a. Ruw	Id.	50 »
	b. Gebleekt of geverfd	Id.	70 »
390	Linnen van vlas of van hennep, uitgenomen datgene vermeld in artikelen 380 en 391 : a. Ruw	Id.	80 »
	b. Gebleekt, geverfd of bont geweven	Id.	90 »

Nummer van het Bulgaarsch algemeen tarief.	Benaming der waren.	Eenheid.	Rechten. (Frank.)
Uit 404	Dekkleeven vervaardigd van stevig vlas-, hennep- of jutelinnen, waterdicht gemaakt door middel van vet, olie, teer, metaalzeep of chemische producten; genaaid en voorzien van touwen, ringen, haken van hout of van metaal.	100 kil.	20 »
445	Zink in bladen, in platen of onder elken anderen vorm.	Id.	7.50
447	Ijzer en staal in staven, in platen en in bladen, niet bewerkt.	Id.	2 »
450	Bladen ijzer, geplet, 5 millimeter dik <i>Bij artikel 450. — Voor geplet ijzer, meer dan 5 millimeter dik, worden dezelfde rechten betaald als voor de bladen bedoeld in artikel 447.</i>	Id.	3.50
Uit 455	Voorwerpen van gietijzer, enkel gegoten, gevijld, geteerd of gemenied : <i>b.</i> Buizen, leidingen en holle zuilen <i>c.</i> Gemeene kachels; stoomketels en keukensovens <i>e.</i> Alle andere niet genoemde artikelen	Id. Id. Id.	4 » 8 » 9 »
400	Spijkers, van ijzer of van staal : <i>a.</i> Zwarte spijkers Spijkers om de dieren te beslaan <i>b.</i> Spijkers van getrokken ijzer, van alle grootte.	Id. Id. Id.	6 » 8 » 5 »
Uit 462	Bouten en klinknagels	Id.	6 »
484	Vuur- en andere wapens, alsmede deelen en toebehooren daarvan, uitgenomen krijgswapens : 1. Geweren en karabijnen voor de jacht, voor de schietbaan en voor in tuinen 2. Revolvers. <i>Aanmerking. — Vallen onder toepassing van dit artikel, al de schroefdraaiers en al het toebehooren, onontbeerlijk bij het uiteennemen, weder ineenzetten en reinigen van de wapens.</i>	Id. Id.	150 » 175 »
480	Machines om wol, katoen enz. te kammen, te kaarden enz.	Id.	10 »

BIJLAGE B.

TARIEF B.

Rechten bij invoer in België.

Doorlopend nummer.	Koopwaren.	Inkomende rechten.	
		Grondslag.	Bedrag. (Frank.)
Uit 2	Gevogelte, levend, allerhande	Vrij.	
Uit 17	Eieren, dooiers en wit van eieren, boonen en linzen, erwten, snijboonen, veldboonen en duivenboonen	Vrij.	
Uit 26	Tarwemeel en griesmeel	100 kil.	2 »
Uit 48	Huiden, ruwe, allerhande	Vrij.	
Uit 63	Gierst Zaaiaden, oliezaden niet inbegrepen	Vrij. Vrij.	
Uit 67	Gevogelte, gedood	100 kil.	30 »

BIJLAGE C.

(MODEL.)

Erkenningskaart voor handelsreizigers

Voor het jaar (Wapen) N^o der kaart.

Geldig voor België en voor Bulgarije.

HOUDER

(voornaam en familienaam).

Opgemaakt te , den (dag, maand, jaar)

(Zegel.)

(Bevoegde overheid.)

Handteekening.

Hierbij wordt bevestigd dat de houder dezer kaart

{	handel drijft in (eene fabriek bezit van)	
	te onder de firma	
	als handelsreiziger ten dienste is van de firma	
	te welke aldaar handel drijft in (eene	
{	fabriek bezit van)	

Daar de houder dezer kaart wenscht bestellingen op te zoeken en waren
aan te koopen voor rekening zijner firma, alsook der volgende firma
(aanwijzing van de fabriek of van den handel) te ,
zoo wordt bovendien bevestigd dat gezegde firma gehouden is
gezegde firma's gehouden zijn in dat
land de wettelijke lasten te betalen voor het drijven van haren handel
(voor het uitoefenen van hare nijverheid).

Persoonsbeschrijving van den houder :

Ouderdom

Gestalte

Haar

Bijzondere teekens

Handteekening :

.

BERICHT.

De houder dezer kaart zal enkel al reizende en voor rekening van voormelde firma bestellingen opzoeken of waren aankopen. Hij zal voormelde firma's stalen, maar geene waren mogen meedragen.

Hij zal zich, overigens, naar de in iederen Staat van kracht zijnde bepalingen gedragen.

Nota. — Waar het model een dubbelen tekst aangeeft, moet in het formulier waarmee de kaarten worden opgemaakt, de noodige ruimte zijn om er een der beide teksten, al naar de omstandigheden van het bijzonder geval, in te kunnen lasschen.

SLOTPROTOCOL

AD ARTIKEL 22 VAN HET VERDRAG :

Omtrent de scheidsrechterlijke rechtspleging, zijn de verdragsluitende Partijen overeengekomen hetgeen volgt :

In het eerste geval van scheidsrechterlijke bemoeiing, zal de scheidsrechtbank zetelen binnen het grondgebied der verweerende Partij, in het tweede geval binnen het grondgebied der andere verdragsluitende Partij, en zoo vervolgens beurtelings binnen het eene en het andere grondgebied. De Partij op welker grondgebied de rechtbank zetelt, zal de zetelplaats aanwijzen. De lokalen, de beambten van het bureel en het dienstpersoneel, noodig voor de werkzaamheden der rechtbank, zullen door haar bezorgd worden. De opperscheidsrechter zal de zittingen der rechtbank leiden. De beslissingen zullen bij meerderheid van stemmen worden genomen.

De verdragsluitende Partijen zullen zich met elkander, hetzij in ieder geval van scheidsrechterlijke bemoeiing, hetzij eens voor altijd, omtrent de door de scheidsrechterlijke rechtbank te volgen rechtspleging verstaan. Bij gemis van zulke schikking, zal de rechtspleging door de rechtbank zelve worden geregeld. De rechtspleging zal schriftelijk mogen geschieden, indien geene der verdragsluitende Partijen er eenig bezwaar in ziet; de bepalingen der voorgaande alinea kunnen alsdan gewijzigd worden.

Voor de overmaking der dagvaardingen om voor de scheidsrechtbank te verschijnen en voor de volmachten bij aanvraag, van de scheidsrechtbank uitgaande, zullen de overheden van iedere der verdragsluitende Partijen, op de vordering der scheidsrechtbank, aan de bevoegde Regeering gericht, hunne hulp verleen en op dezelfde wijze als wanneer het vorderingen geldt, uitgaande van de burgerlijke rechtbanken van het land.

De verdragsluitende Partijen zullen zich met elkander verstaan omtrent de verdeeling der kosten, hetzij ter gelegenheid van iedere scheidsrechterlijke bemoeiing, hetzij door eene op al de gevallen toepasselijke bepaling.

Bij gemis van overeenkomst, zal artikel 57 van het Verdrag van 's-Gravenhage voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, van 29 Juli 1899, toegepast worden.

Gedaan in tweevoud te Sofia den 16/29 Augustus 1908.

(L. S.) F. VAN DER HEYDE.

(L. S.) S. PAPRIKOFF.

VERKLARING A.

Overgaande tot de onderteekening van het op den dag van heden gesloten Verdrag, zijn de ondergeteekenden alsnog overeengekomen omtrent hetgeen volgt:

1. In geval van rechtsgeding in burgerlijke of handelszaken tusschen Belgische onderdanen, eenerzijds, en Bulgaarsche onderdanen, anderzijds, zullen de dagvaarding en, over het algemeen, al de rechtsbescheiden en stukken aan de in Bulgarije verblijvende Belgen gezonden en betee-kend worden naar de orde bepaald door de Bulgaarsche wetten, zonder dat de Belgische consulaire overheid zich met de zaak heeft te bemoeien.

De gerechtelijke instellingen van het Vorstendom zullen niet meer gehouden zijn, de Belgische consulaire overheden te verzoeken om de terechtzittingen bij te wonen, belegd voor het onderzoek van en de rechtspraak in de gedingen waartoe de betrekkingen tusschen Belgischē onderdanen en Bulgaarsche onderdanen aanleiding geven.

Het is echter verstaan, dat de Belgische consulaire overheden er hunne gemachtigden zullen mogen naartoe sturen, telkens als zij het noodig mochten achten.

2. In zake faillissement, zal het onvermogen der in Bulgarije verblijvende Belgische onderdanen worden uitgesproken door de Bulgaarsche rechtbanken, en de volle en algeheele vereffening van het faillissement zal door die rechtbanken worden gedaan, zonder bemoeiing der Belgische consulaire overheid.

De hierboven bepaalde regelen zullen in werking treden tegelijkertijd als het Handelsverdrag, tusschen België en Bulgarije gesloten en op dezen dag onderteekend, onder het voorbehoud, echter, dat hunne toepassing de in Bulgarije verblijvende Belgische onderdanen in geene minder gunstige voorwaarden stelle dan de onderboorigen der andere Staten.

Gedaan in tweevoud te Sofia, den 16/29 Augustus 1908.

(L. S.) F. VAN DER HEYDE.

(L. S.) S. PAPRIKOFF.

VERKLARING B.

Overgaande tot de onderteekening van het op den dag van heden gesloten Verdrag, zijn de ondergeteekenden alsnog overeengekomen omtrent hetgeen volgt :

De koopwaren van Belgischen oorsprong, vermeld in het bij dit Verdrag gevoegde tarief A, waarop bij hunnen invoer in Bulgarije een hooger tolrecht dan 10 frank de 100 kilogram is gesteld, zullen, naar keuze van den invoerder, getaxeerd worden naar hun wettelijk zuiver gewicht of naar hun eigenlijk zuiver gewicht (werkelijk gewicht).

Het wettelijk zuiver gewicht der koopwaren wordt vastgesteld door aftrekking, van het ruw gewicht der colli, van het wettelijk tarra, wil zeggen het tarra dat bij vorstelijke ukaze zal worden vastgesteld, volgens de wijze van verpakking of de soort der waren.

Het eigenlijk zuiver gewicht of werkelijk gewicht wordt vastgesteld op het gewicht van de koopwaar, ontdaan van alle buiten- of binnenverpakkingen (waaronder begrepen de voorwerpen welke binnen in de colli dienen om de koopwaren te plooien, te scheiden of te schikken).

Het is, trouwens, overeengekomen dat elke begunstiging, toegestaan of die mocht toegestaan worden aan de uit een anderen Staat herkomstige koopwaren, zoowel onder het oogpunt van de aftrekking van het tarra als voor wat betreft de tolbehandeling ten opzichte van de verpakkingen der koopwaren, eveneens de uit België herkomstige koopwaren van gelijken aard ten goede zal komen.

Gedaan in tweevoud te Sofia, den 16/29 Augustus 1908.

(L. S.) F. VAN DER HEYDE.

(L. S.) S. PAPRIKOFF.
